**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE PIERRE-DE SAUREL**

À une séance ordinaire du Conseil de la Municipalité régionale de comté de Pierre-De Saurel (MRC) tenue à la salle du Conseil de la MRC, au 50, rue du Fort, à Sorel-Tracy, le mercredi 12 février 2025, à 20 heures, sont présents :

Mesdames les Conseillères régionales,
Messieurs les Conseillers régionaux,

Denis Benoît	Saint-Aimé
Alain Chapdelaine	Saint-Roch-de-Richelieu
Vincent Deguise	Saint-Joseph-de-Sorel
Diane De Tonnancourt	Yamaska
Richard Gauthier	Massueville
Marie Léveillé	Saint-Gérard-Majella
Michel Péloquin	Sainte-Anne-de-Sorel
Patrick Péloquin	Sorel-Tracy
Richard Potvin	Saint-David

tous conseillers de la Municipalité régionale de comté de Pierre-De Saurel, formant le quorum sous la présidence de M. Vincent Deguise, préfet.

Sont absents :

Michel Aucoin	Sainte-Victoire-de-Sorel
Sylvain Dupuis	Saint-Ours
Gilles Salvas	Saint-Robert

Sont également présents : M. François Chalifour, directeur général et greffier-trésorier et M^{me} Hélène Paul, adjointe de direction.

NOTE : À compter de 18 h 30, les membres se sont réunis en caucus et en comité général de travail.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

M. le Préfet Vincent Deguise procède à l'ouverture de la séance et souhaite la bienvenue aux personnes présentes.

Il en profite pour souligner que les membres portent ce soir l'épinglette ainsi que le ruban vert et blanc à l'occasion de la Semaine de la persévérance scolaire actuellement en cours. Ils portent également le chandail « Main dans la Main » de la Semaine de l'inclusion sociale qui aura lieu dans la MRC la semaine prochaine, du 17 au 23 février.

2025-02-33

LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Patrick Péloquin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Denis Benoît

Que l'ordre du jour soit adopté avec la modification suivante :

- Retrait du point 11.1.2.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-34 **ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA MRC DU 15 JANVIER 2025**

Il est proposé par : M^{me} la Conseillère régionale Diane De Tonnancourt
Appuyée par : M. le Conseiller régional Alain Chapdelaine

Que le procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la MRC du 15 janvier 2025 soit adopté sans modification.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-35 **ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE (CSP) DU 24 SEPTEMBRE 2024**

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Michel Péloquin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Richard Potvin

Que le procès-verbal de la réunion du comité de sécurité publique (CSP) du 24 septembre 2024 soit adopté sans modification.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-36 **ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE DU 30 OCTOBRE 2024**

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Michel Péloquin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Denis Benoît

Que le procès-verbal de la réunion du comité de sécurité publique (CSP) du 30 octobre 2024 soit adopté sans modification.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

DÉPÔT DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU COMITÉ RÉGIONAL CULTUREL (CRC) DU 4 NOVEMBRE 2024

Les membres prennent connaissance du compte rendu de la réunion du comité régional culturel (CRC) du 4 novembre 2024 qui leur a été déposé.

2025-02-37 **AUTORISATION DU PAIEMENT DES DÉPENSES**

CONSIDÉRANT la liste des dépenses et des paiements autorisés soumise pour la séance du 12 février 2025;

CONSIDÉRANT que le directeur général et greffier-trésorier certifie que la MRC dispose des crédits suffisants pour payer ces dépenses;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Richard Potvin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Alain Chapdelaine

Que le Conseil de la MRC autorise le paiement des dépenses apparaissant à la liste soumise pour la séance du 12 février 2025 et totalisant 1 195 561,25 \$.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

RAPPORTS MENSUELS DES CONSEILLÈRES RÉGIONALES ET DES CONSEILLERS RÉGIONAUX

M. le Conseiller régional Richard Potvin informe les membres qu'il a participé récemment à plusieurs rencontres de la table de concertation de l'OBV Yamaska concernant l'établissement des actions du plan directeur de l'eau. Il précise que M^{mes} Amy Lapointe et Camille Bergeron, ressources de MRC pour le PRMN et le PDZA, se sont jointes à la dernière rencontre et que leur expertise et leur dynamisme se sont avérés très pertinents.

2025-02-38

AVIS DE LA MRC SUR DES DOCUMENTS D'URBANISME MUNICIPAUX : VILLE DE SOREL-TRACY (RÈGLEMENTS NUMÉROS 2607, 2608, 2616 ET 2618)

Les membres prennent connaissance des sommaires décisionnels de la coordonnatrice à l'aménagement du territoire relatifs à l'analyse de conformité des règlements de la Ville de Sorel-Tracy ci-dessous :

- Règlement n° 2607 modifiant le règlement de zonage n° 2222 afin de permettre les habitations multifamiliales sans sous-sol et d'augmenter la hauteur maximale en étage pour de tels bâtiments;
- Règlement n° 2608 modifiant le règlement de zonage n° 2222 afin d'adopter des dispositions particulières applicables à la zone R-01-216 relatives à l'usage « Terrain de golf »;
- Règlement n° 2616 modifiant le règlement de zonage n° 2222 afin de prescrire les normes relatives au nombre, à la superficie et à la hauteur des bâtiments en forme de dôme dans la zone I-01-90;
- Règlement n° 2618 modifiant le règlement n° 2225 sur les permis et certificats afin d'adopter de nouvelles dispositions relatives aux sanctions sur l'abattage d'arbres.

CONSIDÉRANT les sommaires décisionnels de la coordonnatrice à l'aménagement du territoire qui indiquent que ces règlements ne contreviennent pas aux objectifs et aux dispositions du schéma d'aménagement de la MRC;

Il est proposé par :

M. le Conseiller régional Richard Potvin

Appuyé par :

M. le Conseiller régional Alain Chapdelaine

Que le Conseil approuve les règlements numéros 2607, 2608, 2616 et 2618 de la Ville de Sorel-Tracy.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-39

AVIS DE LA MRC SUR DES DOCUMENTS D'URBANISME MUNICIPAUX : MUNICIPALITÉ DE SAINT-ROCH-DE-RICHELIEU (RÈGLEMENTS NUMÉROS 444-2024 ET 462-2024)

Les membres prennent connaissance des sommaires décisionnels de la coordonnatrice à l'aménagement du territoire relativement à l'analyse de conformité des règlements suivants de la Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu :

- Règlement n° 444-2024 modifiant le règlement n° 444-2023 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) par l'ajout d'un chapitre visant à encadrer l'affichage dans le secteur de la rue Principale;

- Règlement n° 462-2024 modifiant le règlement de zonage n° 220 afin de remplacer les dispositions relatives aux enseignes.

CONSIDÉRANT les sommaires décisionnels de la coordonnatrice à l'aménagement du territoire qui indiquent que ces règlements ne contreviennent pas aux objectifs et dispositions du schéma d'aménagement de la MRC;

Il est proposé par : M^{me} la Conseillère régionale Marie Léveillé
Appuyée par : M. le Conseiller régional Denis Benoît

Que le Conseil approuve les règlements numéros 444-2024 et 462-2024 de la Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-40

AVIS DE LA MRC SUR UNE DÉROGATION MINEURE DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-ROCH-DE-RICHELIEU

Les membres prennent connaissance du sommaire décisionnel de la coordonnatrice à l'aménagement du territoire relativement à une dérogation mineure accordée dans une zone d'inondation sur le territoire de la municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu, notamment au 135, Côte Saint-Jean.

CONSIDÉRANT que la dérogation accordée par la Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu (résolution 2025-01-28) concerne les lots 3 733 982 et 6 485 421 et consiste à réunir les deux (2) lots pour n'en former qu'un seul, c'est-à-dire le lot 6 487 823;

CONSIDÉRANT qu'en vertu des dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) la MRC peut désavouer une décision municipale autorisant une dérogation mineure dans un lieu où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières;

CONSIDÉRANT le sommaire décisionnel de la coordonnatrice à l'aménagement du territoire indiquant que la dérogation acceptée par la Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu n'a pas pour effet d'aggraver les risques en matière de sécurité ou de santé publiques, ni de porter atteinte à la qualité de l'environnement ou au bien-être général;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Richard Gauthier
Appuyé par : M. le Conseiller régional Richard Potvin

Que le Conseil de la MRC approuve la dérogation mineure acceptée par la résolution 2025-01-28 de la Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

AVIS DE LA MRC SUR DES RÈGLEMENTS MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE MRC ADJACENTES : MRC DE DRUMMOND (RÈGLEMENTS NUMÉROS MRC-960 ET MRC-963)

Les membres prennent connaissance des sommaires décisionnels de la coordonnatrice à l'aménagement du territoire concernant les règlements numéros MRC-960 et MRC-963 de la MRC de Drummond qui indiquent que ces règlements n'ont aucun impact spécifique sur le territoire de la MRC de Pierre-De Saurel.

2025-02-41

AUTORISATION DE DÉPOSER À LA CPTAQ UNE DEMANDE À PORTÉE COLLECTIVE RELATIVE AU DOSSIER DES ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 59 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (RLRQ, c. P-41.1) (LPTAA), une MRC peut soumettre une demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) afin de déterminer dans quels cas et à quelles conditions de nouvelles utilisations à des fins résidentielles pourraient être implantées en zone agricole;

CONSIDÉRANT que la MRC souhaite déposer à la CPTAQ une telle demande afin de favoriser la vitalité du milieu rural et d'assurer une meilleure planification du développement en zone agricole;

CONSIDÉRANT que la MRC compte sur son territoire douze (12) municipalités et villes et que, de ce nombre, neuf (9) présentent un potentiel pour des îlots déstructurés, soit : Saint-Aimé, Saint-David, Sainte-Anne-de-Sorel, Sainte-Victoire-de-Sorel, Saint-Ours, Saint-Robert, Saint-Roch-de-Richelieu, Sorel-Tracy et Yamaska;

CONSIDÉRANT que plusieurs rencontres ont eu lieu avec les membres du Conseil de la MRC concernant ce dossier;

CONSIDÉRANT que les municipalités concernées ont pu prendre connaissance des fiches et des cartes relatives à leur territoire et ont manifesté leur accord pour le dépôt de cette demande;

CONSIDÉRANT que la MRC a consulté la Fédération de l'UPA de la Montérégie concernant ce dossier le 22 avril 2024;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Patrick Péloquin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Alain Chapdelaine

Que le Conseil de la MRC autorise le dépôt à la CPTAQ d'une demande à portée collective relative au dossier des îlots déstructurés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL DE L'INSPECTEUR RÉGIONAL CONCERNANT L'APPLICATION DU RCI

Les membres prennent connaissance du rapport de l'inspecteur régional concernant les certificats délivrés et refusés dans le cadre de l'application des dispositions du Règlement de contrôle intérimaire (RCI) numéro 288-18 pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Une copie de ce rapport a été déposée à chacun des membres.

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION D'UN PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 381-25 RÉPARTISSANT LES QUOTES-PARTS DE LA PARTIE 1 DU BUDGET 2025

M^{me} la Conseillère régionale Diane De Tonnancourt donne avis qu'à une prochaine séance sera soumis, pour adoption, le règlement numéro 383-25 modifiant le règlement numéro 381-25 répartissant les quotes-parts 2025 de la partie 1 du budget entre les municipalités de la MRC de Pierre-De Saurel, et plus particulièrement les répartitions 1.1 et 1.4 faisant l'objet des articles 2.1 et 2.6 ainsi que le tableau synthèse des répartitions. Les modifications faisant l'objet de ce

règlement visent à rectifier les répartitions liées à la « Gestion générale de la MRC » et au « Développement économique et touristique » afin de tenir compte de la délégation relative à la mise en œuvre du Plan de développement de la zone agricole (PDZA) à l'organisme Développement économique Pierre-De Saurel (DÉPS).

Un projet de règlement est présenté séance tenante.

2025-02-42

ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE - FESTIVAL COUNTRY DE SAINTE-ANNE-DE-SOREL

CONSIDÉRANT la demande de subvention adressée à la MRC par le promoteur de la quinzième édition du festival country de Sainte-Anne-de-Sorel qui se tiendra du 10 au 14 juin 2025;

CONSIDÉRANT la résolution 05-01-25 de la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel appuyant cette demande de subvention;

CONSIDÉRANT qu'une enveloppe régionale est réservée à chacune des municipalités de la MRC pour le financement d'activités se déroulant sur leur territoire;

CONSIDÉRANT que les membres du conseil, réunis en comité général de travail le 29 janvier 2025, ont donné leur accord pour le financement de cette activité;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Michel Péloquin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Richard Gauthier

Que le Conseil de la MRC accorde, à même l'activité de fonctionnement de l'exercice en cours, une contribution financière de 2 000 \$ au promoteur du 15^e festival country de Sainte-Anne-de-Sorel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-43

ADOPTION DE LA POLITIQUE D'ATTRIBUTION D'AIDE FINANCIÈRE - ANNULATION DE LA RÉOLUTION 2024-06-172

CONSIDÉRANT que la MRC a adopté une politique d'attribution d'aide financière pour les organismes en mai 2020 (résolution 2020-05-166) et que celle-ci a été modifiée en novembre 2022 (résolution 2022-11-306);

CONSIDÉRANT que l'entrée en vigueur de la politique d'attribution d'aide financière adoptée par la résolution 2024-06-172 devait se faire au moment de l'adoption de la planification stratégique de la MRC;

CONSIDÉRANT qu'une révision générale de cette politique s'est avérée nécessaire afin d'assurer une gestion optimale et équitable des demandes d'aide financière, le tout en conformité avec les valeurs et les objectifs de la planification stratégique de la MRC;

CONSIDÉRANT le projet de politique déposé aux membres en ce sens;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de nommer les membres qui formeront le comité d'analyse des demandes (CAD) dans le cadre de l'application de cette politique;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Patrick Péloquin
Appuyé par : M^{me} la Conseillère régionale Diane De Tonnancourt

Que le Conseil de la MRC :

- annule la résolution 2024-06-172;

- adopte la nouvelle politique d'attribution d'aide financière;
- nomme les membres du comité d'analyse des demandes (CAD), soit :
 - le directeur général et greffier-trésorier ou la directrice générale et greffière-trésorière;
 - le coordonnateur ou la coordonnatrice au développement des collectivités;
 - le coordonnateur ou la coordonnatrice au développement culturel;
 - le coordonnateur ou la coordonnatrice aux communications;
- désigne le coordonnateur ou la coordonnatrice au développement des collectivités à titre de personne responsable du CAD.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-44

AUTORISATION D'ORGANISER UN ÉVÉNEMENT CULTUREL CE PRINTEMPS

Les membres prennent connaissance de la note du 6 février 2025 de la coordonnatrice au développement culturel recommandant la tenue d'un événement de lancement en culture ce printemps dans la salle du conseil de la MRC.

CONSIDÉRANT que cet événement a pour objectifs de :

- Souligner l'obtention du financement découlant de l'Entente de développement culturel (EDC) 2025-2027 du ministère de la Culture et des Communications;
- Présenter le plan d'action culturel 2025-2027 relié à l'EDC 2025-2027, les projets à venir dans la MRC jusqu'en 2027 et remercier les participants à l'événement de concertation de l'automne dernier;
- Présenter les deux (2) artistes récipiendaires de l'aide financière du CALQ 2024 (dans le cadre de l'entente sectorielle), ainsi que leur projet;
- Présenter les cinq œuvres exposées dans le cadre du projet de *la Journée des droits de la femme 2025*;
- Présenter une nouvelle série de rencontres d'informations culturelles, rencontres informelles qui auraient lieu à chaque trimestre et où la communauté culturelle de la MRC sera invitée à discuter d'enjeux et d'actualités ayant un lien avec la culture;

CONSIDÉRANT que l'organisation de cet événement se fera en concertation avec certains membres du comité régional culturel (CRC) et la coordonnatrice au développement culturel;

Il est proposé par :

M. le Conseiller régional Richard Gauthier

Appuyé par :

M^{me} la Conseillère régionale Diane De Tonnancourt

D'autoriser l'organisation et la tenue d'un événement de lancement culturel dans la salle du Conseil de la MRC ce printemps, comme proposé dans la note du 6 février 2025 de la coordonnatrice au développement culturel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-45

AUTORISATION CONCERNANT L'UTILISATION DE LA SOMME RÉSIDUELLE DE L'ENTENTE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL 2024 POUR LA RÉALISATION DE DEUX PROJETS

Les membres prennent connaissance des résolutions CRC 2025-01-91 et CRC 2025-01-92 du comité régional culturel concernant l'utilisation de la somme résiduelle de l'Entente de développement culturel (EDC) 2024 pour la réalisation de projets culturels.

CONSIDÉRANT que la somme résiduelle de 21 750 \$ issue de l'Entente de développement culturel (EDC) 2024 demeure disponible et doit être engagée avant le 31 mai 2025;

CONSIDÉRANT que l'utilisation de cette somme doit être en concordance avec les actions définies dans le plan d'action culturel adopté l'automne dernier;

CONSIDÉRANT que le CRC recommande d'utiliser une partie de cette somme pour la réalisation de deux projets, soit :

- Résolution CRC 2025-01-91 : Initiative culturelle en lien avec la Journée des droits de la femme 2025 (5 000 \$);
- Résolution CRC 2025-01-91 : L'Art en Tête (1 000 \$);

CONSIDÉRANT la note du 6 février 2025 de la coordonnatrice au développement culturel dans laquelle sont décrits les deux projets;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Richard Potvin
Appuyé par : M^{me} la Conseillère régionale Marie Léveillée

Que le Conseil de la MRC de Pierre-De Saurel, conformément aux résolutions CRC 2025-01-91 et CRC 2055-01-92, autorise l'utilisation du solde résiduel de l'Entente de développement culturel 2024, soit :

- 5 000 \$ pour la réalisation des activités culturelles liées à la Journée des droits de la femme 2025, telles que décrites dans la résolution CRC 2025-01-91;
- 1 000 \$ pour la réalisation du projet L'Art en tête en partenariat avec Loisir et Sport Montérégie et la Table de développement social Pierre-De Saurel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-46

AUTORISATION D'EFFECTUER DES MODIFICATIONS MINEURES AU PLAN D'ACTION CULTUREL 2025-2027

Les membres prennent connaissance de la résolution CRC 2025-01-93 du comité régional culturel concernant de légères modifications à apporter au plan d'action culturel 2025-2027.

CONSIDÉRANT que la MRC de Pierre-De Saurel a adopté son Plan d'action culturel 2025-2027 en novembre 2024 (résolution 2024-11-326);

CONSIDÉRANT que ce plan d'action a été officiellement déposé au ministère de la Culture et des Communications (MCC) en janvier 2025 dans le cadre de l'Entente de développement culturel 2025-2027;

CONSIDÉRANT que la contre-proposition financière du MCC, formulée en janvier 2025 dans le cadre de ladite Entente, correspond à 58 % du financement global, plutôt qu'à 60 % comme prévu initialement lors de l'élaboration du plan d'action adopté en novembre 2024;

CONSIDÉRANT que le MCC a présenté son nouveau programme d'entente en patrimoine après l'adoption du Plan d'action culturel de la MRC;

CONSIDÉRANT que, pour la réalisation de l'inventaire du patrimoine bâti, la MRC projette de confier le mandat à une firme spécialisée, plutôt que de procéder à l'embauche d'une ressource contractuelle;

CONSIDÉRANT que certaines actions inscrites au Plan d'action culturel 2025-2027 ne feront plus l'objet d'une demande de financement au MCC, que ce soit dans le cadre de l'Entente de développement culturel 2025-2027 ou du Programme d'entente en patrimoine;

CONSIDÉRANT la résolution CRC 2025-01-93 du comité régional culturel recommandant d'apporter de légères modifications au Plan d'action culturel 2025-2027;

CONSIDÉRANT la note du 6 février 2025 de la coordonnatrice au développement culturel décrivant notamment les modifications mineures qui devront y être apportées;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Richard Gauthier
Appuyé par : M. le Conseiller régional Denis Benoît

Que le Conseil de la MRC, conformément à la recommandation du comité régional culturel, autorise la coordonnatrice au développement culturel à apporter les modifications mineures requises au Plan d'action culturel 2025-2027.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-47

DÉCLARATION DE LA SEMAINE DE L'INCLUSION SOCIALE

CONSIDÉRANT le retour de la Semaine de l'inclusion sociale Pierre-De Saurel du 17 au 23 février 2025;

CONSIDÉRANT que la MRC, par sa résolution 2024-02-38, s'est engagée à déclarer annuellement la Semaine de l'inclusion sociale Pierre-De Saurel;

CONSIDÉRANT l'importance de promouvoir la solidarité sur le territoire de la MRC de Pierre-De Saurel et de rappeler à la population que la construction d'une société plus inclusive est la responsabilité de tous;

CONSIDÉRANT que cette action encourage la réduction des inégalités sociales, de leurs impacts sur le territoire et qu'elle valorise le vivre-ensemble et l'entraide, et ce, peu importe le statut des personnes;

CONSIDÉRANT que ces objectifs sont directement liés au plan d'action de la Politique territoriale en développement social de la MRC;

CONSIDÉRANT que ces objectifs correspondent également à la Déclaration d'accueil de la MRC;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Richard Potvin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Patrick Péroquin

Que le Conseil de la MRC déclare que la Semaine de l'inclusion sociale Pierre-De Saurel aura lieu du 17 au 23 février 2025;

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-48

AUTORISATION CONCERNANT LE PROJET FAMILLES EN FÊTE 2025

CONSIDÉRANT le retour du projet « Familles en fête » en mai 2025;

CONSIDÉRANT que cet événement se déroulera dans le cadre de la Semaine québécoise de la famille qui se tiendra du 12 au 18 mai 2025;

CONSIDÉRANT que « Familles en fête » a pour objectifs d'offrir une variété d'activités gratuites à la population de la MRC pendant la Semaine québécoise des familles et de faire connaître aux citoyens et citoyennes les services offerts sur le territoire de Pierre-De Saurel;

CONSIDÉRANT que la réalisation de ce projet est possible grâce à la contribution financière de plusieurs organismes;

CONSIDÉRANT que la tenue de cette activité correspond aux orientations de la Politique territoriale en développement social;

Il est proposé par : M^{me} la Conseillère régionale Marie Léveillée
Appuyée par : M. le Conseiller régional Richard Gauthier

Que le Conseil de la MRC autorise :

- la tenue de Familles en fête 2025;
- le versement d'une contribution financière de 4 500 \$, et ce, à même le budget de la politique en développement social;
- le directeur général et greffier-trésorier à signer, pour et au nom de la MRC, tout document nécessaire à la réalisation de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-49

AUTORISATION RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DU PROJET L'ART EN TÊTE

Les membres prennent connaissance de la note du 29 janvier 2025 des coordonnatrices au développement des collectivités et au développement culturel concernant la mise en œuvre du projet « L'Art en Tête » (ci-après « le projet »).

CONSIDÉRANT que le projet vise à sensibiliser les jeunes de 15 à 29 ans des 12 municipalités de la MRC à l'importance de la santé mentale, tout en favorisant leur participation à une création artistique collective;

CONSIDÉRANT les sources de financement pour la mise en œuvre du projet, soit :

- Subvention de 5 000 \$ de Loisir et Sport Montérégie via le Fonds pour une jeunesse culturelle;
- Contribution de 2 000 \$ de la Table de développement social de Pierre-De Saurel;
- Solde résiduel de 1 000 \$ de l'Entente de développement culturel 2024 (réf. résolution 2025-02-45).

CONSIDÉRANT que le projet nécessite l'engagement de trois artistes, l'organisation d'ateliers de création et la tenue d'une exposition itinérante dans les municipalités participantes;

CONSIDÉRANT que plusieurs partenaires collaborent à la réalisation de ce projet, notamment le personnel en loisir des municipalités, les maisons des jeunes de Sorel-Tracy, la Table de développement social Pierre-De Saurel, Loisir et Sport Montérégie et le ministère de la Culture et des Communications;

CONSIDÉRANT que ce projet correspond aux orientations des politiques de la MRC;

Il est proposé par : M^{me} la Conseillère régionale Diane De Tonnancourt
Appuyée par : M. le Conseiller régional Richard Potvin

Que le Conseil de la MRC de Pierre-De Saurel :

- approuve le projet « L'Art en Tête », conformément aux modalités décrites dans la note du 29 janvier 2025 de la coordonnatrice au développement des collectivités et de la coordonnatrice au développement culturel;
- autoriser la mise en œuvre de ce projet pour un montant maximal 8 000 \$;
- autorise le directeur général et greffier-trésorier à signer les contrats d'artistes, pour et au nom de la MRC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-50

FRR, VOLET 2, PARTIE 3 : APPROBATION DU PROJET 202501-076-P3 : SOIRÉES MAGIQUES - AMÉLIORATIONS LOCATIVES DU CENTRE RÉCRÉATIF LÉO-CLOUTIER - VILLE DE SAINT-OURS

Les membres prennent connaissance du projet numéro 202501-076-P3 de la Ville de Saint-Ours intitulé « Soirées magiques - Améliorations locatives du centre récréatif Léo-Cloutier » présenté dans le cadre de la partie 3 du volet 2 du Fonds régions et ruralité (FRR).

CONSIDÉRANT le rapport de la coordonnatrice au développement des collectivités indiquant notamment :

- que ce projet respecte les orientations décrites dans la Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie 2024-2025;
- que les fonds à la partie 3 du volet 2 du FRR sont suffisants pour la réalisation du projet, compte tenu de l'acceptation de la Municipalité de Saint-Gérard-Majella d'utiliser la somme de 50k à même l'enveloppe qui lui est réservée dans le cadre du FRR pour la réalisation de ce projet (réf. résolution 2025-01-012);

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Alain Chapdelaine
Appuyé par : M. le Conseiller régional Denis Benoît

Que le Conseil de la MRC :

- approuve le projet numéro 202501-076-P3 « Soirées magiques - Améliorations locatives du centre récréatif Léo-Cloutier » de la Ville de Saint-Ours;
- autorise le versement d'une subvention de 50 000 \$ dans le cadre de ce projet, et ce, après la conclusion d'une entente entre la MRC et la Ville;
- prélève ce montant de l'enveloppe réservée à la Municipalité de Saint-Gérard-Majella à la partie 3 du volet 2 du FRR, le tout conformément à l'entente convenue entre la Ville et la Municipalité;
- autorise le directeur général et greffier-trésorier à signer l'entente pour et au nom de la MRC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-51

FRR, VOLET 2, PARTIE 3 - APPROBATION DU PROJET 202502-078-P3 : AMÉLIORATION DU PARC JONATHAN-WÜRTELE - MUNICIPALITÉ DE SAINT-DAVID

Les membres prennent connaissance du projet numéro 202502-078-P3 de la Municipalité de Saint-David intitulé « Amélioration - Parc Johathan-Würtele » présenté dans le cadre de la partie 3 du volet 2 du Fonds régions et ruralité (FRR).

CONSIDÉRANT le rapport de la coordonnatrice au développement culturel indiquant notamment que ce projet respecte les orientations décrites dans la Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie 2024-2025 et que les fonds dans l'enveloppe réservée à la Municipalité de Saint-David à la partie 3 du volet 2 sont suffisants pour la réalisation du projet;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Richard Potvin
Appuyé par : M^{me} la Conseillère régionale Diane De Tonnancourt

Que le Conseil de la MRC :

- approuve le projet numéro 202502-078-P3 « Amélioration - Parc Johathan-Würtele » de la Municipalité de Saint-David;

- autorise le versement d'une subvention de 46 884,56 \$ dans le cadre de ce projet, et ce, après la conclusion d'une entente entre la MRC et la Municipalité;
- prélève ce montant de l'enveloppe réservée à la Municipalité de Saint-David à la partie 3 du volet 2 du FRR;
- autorise le directeur général et greffier-trésorier à signer l'entente pour et au nom de la MRC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-52

FRR, VOLET 2, PARTIE 3 - APPROBATION DU PROJET 202502-079-P3 : TERRAINS DE PICKLEBALL AU PARC ELZÉAR-COURNOYER - VILLE DE SOREL-TRACY

Les membres prennent connaissance du projet numéro 202502-079-P3 de la Ville de Sorel-Tracy intitulé « Aménagement de 12 terrains éclairés de pickleball au parc Elzéar-Cournoyer » présenté dans le cadre de la partie 3 du volet 2 du Fonds régions et ruralité (FRR).

CONSIDÉRANT le rapport de la coordonnatrice au développement culturel indiquant notamment que ce projet respecte les orientations décrites dans la Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie 2024-2025 et que les fonds dans l'enveloppe réservée à la Ville de Sorel-Tracy à la partie 3 du volet 2 sont suffisants pour la réalisation du projet;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Patrick Péloquin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Denis Benoît

Que le Conseil de la MRC :

- approuve le projet numéro 202502-079-P3 « Aménagement de 12 terrains éclairés de pickleball au parc Elzéar-Cournoyer » de la Ville de Sorel-Tracy;
- autorise le versement d'une subvention de 201 960 \$ dans le cadre de ce projet, et ce, après la conclusion d'une entente entre la MRC et la Ville;
- prélève ce montant de l'enveloppe réservée à la Ville de Sorel-Tracy à la partie 3 du volet 2 du FRR;
- autorise le directeur général et greffier-trésorier à signer l'entente pour et au nom de la MRC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-53

FRR, VOLET 2, PARTIE 3 - APPROBATION DU PROJET 202502-080-P3 : RÉAMÉNAGEMENT D'UN PARC 0-5 ANS ET DE TERRAINS DE PICKLEBALL - MUNICIPALITÉ DE MASSUEVILLE

Les membres prennent connaissance du projet numéro 202502-080-P3 de la Municipalité de Massueville intitulé « Réaménagement d'un parc 0-5 ans et de terrains de pickleball » présenté dans le cadre de la partie 3 du volet 2 du Fonds régions et ruralité (FRR).

CONSIDÉRANT le rapport de la coordonnatrice au développement des collectivités indiquant notamment que ce projet respecte les orientations décrites dans la Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie 2024-2025 et que les fonds dans l'enveloppe réservée à la Municipalité de Massueville à la partie 3 du volet 2 sont suffisants pour la réalisation du projet;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Richard Gauthier
Appuyé par : M^{me} la Conseillère régionale Marie Léveillée

Que le Conseil de la MRC :

- approuve le projet numéro 202502-080-P3 « Réaménagement d'un parc 0-5 ans et de terrains de pickleball » de la Municipalité de Massueville;
- autorise le versement d'une subvention de 109 061,17 \$ dans le cadre de ce projet, et ce, après la conclusion d'une entente entre la MRC et la Municipalité;
- prélève ce montant de l'enveloppe réservée à la Municipalité de Massueville à la partie 3 du volet 2 du FRR;
- autorise le directeur général et greffier-trésorier à signer l'entente pour et au nom de la MRC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-54

**FRR, VOLET 2, PARTIE 3 - APPROBATION DU PROJET 202502-081-P3 :
SALLE MULTIFONCTIONNELLE - MUNICIPALITÉ DE SAINTE-VICTOIRE-DE-
SOREL**

Les membres prennent connaissance du projet numéro 202502-081-P3 de la Municipalité de Sainte-Victoire-de-Sorel intitulé « Salle multifonctionnelle de Sainte-Victoire-de-Sorel » présenté dans le cadre de la partie 3 du volet 2 du Fonds régions et ruralité (FRR).

CONSIDÉRANT le rapport de la coordonnatrice au développement culturel indiquant notamment que ce projet respecte les orientations décrites dans la Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie 2024-2025 et que les fonds dans l'enveloppe réservée à la Municipalité de Sainte-Victoire-de-Sorel à la partie 3 du volet 2 sont suffisants pour la réalisation du projet;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Richard Gauthier
Appuyé par : M. le Conseiller régional Richard Potvin

Que le Conseil de la MRC :

- approuve le projet numéro 202502-081-P3 « Salle multifonctionnelle de Sainte-Victoire-de-Sorel » de la Municipalité de Sainte-Victoire-de-Sorel;
- autorise le versement d'une subvention de 21 471,39 \$ dans le cadre de ce projet, et ce, après la conclusion d'une entente entre la MRC et la Municipalité;
- prélève ce montant de l'enveloppe réservée à la Municipalité de Sainte-Victoire-de-Sorel à la partie 3 du volet 2 du FRR;
- autorise le directeur général et greffier-trésorier à signer l'entente pour et au nom de la MRC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-55

**FIN DU CONTRAT DU PROCUREUR DE LA POURSUITE À LA COUR
MUNICIPALE COMMUNE DE SOREL-TRACY**

CONSIDÉRANT la résolution 2023-07-196 de la MRC octroyant au cabinet Pierre-Hugues Miller avocat inc. le contrat de services professionnels de procureur de la poursuite devant la cour municipale commune de la Ville de Sorel-Tracy pour la période du 1^{er} août 2023 au 31 juillet 2025;

CONSIDÉRANT que dans cette même résolution le Conseil de la MRC recommandait au Directeur des poursuites criminelles et pénale (DPCP) de désigner M^e Pierre Hugues Miller de ce cabinet, pour le représenter devant la cour municipale commune de la Ville de Sorel-Tracy pour tout constat d'infraction délivré au nom du DPCP en vertu du Code de la sécurité routière et de la Loi sur les véhicules hors route;

CONSIDÉRANT que des conditions et obligations essentielles au bon déroulement de la prestation de services ne sont plus respectées;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu en ce sens de mettre un terme à ce contrat de services professionnels;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Alain Chapdelaine
Appuyé par : M. le Conseiller régional Denis Benoît

Que le Conseil de la MRC mette fin au contrat de services professionnels de procureur de la poursuite à la cour municipale commune de Sorel-Tracy octroyé au cabinet Pierre-Hugues Miller avocat inc. par la résolution 2023-07-196.

Que le tout soit effectif rétroactivement à la date de radiation inscrite au Tableau de l'Ordre des avocats du Barreau du Québec de M. Pierre-Hugues Miller.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-56

NOMINATION D'UN PROCUREUR DE LA POURSUITE À LA COUR MUNICIPALE COMMUNE DE SOREL-TRACY

CONSIDÉRANT la résolution 2025-02-55 dans laquelle la MRC de Pierre-De Saurel met fin à son lien contractuel avec le cabinet Pierre-Hugues Miller avocat inc. pour les services professionnels de procureur de la poursuite à la cour municipale de Sorel-Tracy;

CONSIDÉRANT la pertinence de nommer un nouveau procureur de la poursuite à la cour municipale de Sorel-Tracy;

CONSIDÉRANT que le mandat du procureur de la poursuite à la cour municipale commune de la Ville de Sorel-Tracy comprend les éléments suivants :

- Toutes les communications téléphoniques avec les officiers des municipalités de la MRC (à l'exception de Sorel-Tracy) relativement aux plaintes pénales, à l'émission des constats d'infraction et à leur gestion devant la cour municipale commune de la Ville de Sorel-Tracy, incluant les contacts téléphoniques avec la greffière et les autres officiers de la cour municipale;
- La réception et la vérification des projets d'avis d'infraction, de constats d'infraction et de rapports d'inspection relatifs au traitement d'une plainte pénale devant la cour municipale commune de la Ville de Sorel-Tracy;
- Toutes les vacations devant la cour municipale, quel qu'en soit le nombre en cours de mandat;
- Toutes les démarches relatives à l'assignation des témoins lorsque cela s'avérera nécessaire;
- Les entrevues avec les témoins et les officiers des municipalités ou de la MRC préalablement à la présentation d'une preuve en cour municipale;
- Toute rencontre avec les officiers, s'il y a lieu, relativement à la gestion des dossiers de plaintes pénales de la MRC auprès de la cour municipale commune de la Ville de Sorel-Tracy;

CONSIDÉRANT que l'article 35 du Règlement sur certains contrats de services des organismes publics (chapitre C-65.1, r.4) permet qu'un contrat de services juridiques soit conclu de gré à gré;

CONSIDÉRANT que la MRC a sollicité des offres de service pour remplir ce mandat, et que celle de M^e Pierre Goulet s'est avérée la plus avantageuse;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Patrick Péloquin
Appuyé par : M^{me} la Conseillère régionale Marie Léveillé

Que le Conseil de la MRC :

- octroie à M^e Pierre Goulet le contrat de services professionnels de procureur de la poursuite devant la cour municipale commune de Sorel-Tracy, et ce, conformément à son offre de service;
- précise que ce contrat de gré à gré est effectif du 12 février 2025 au 31 décembre 2025 et que le coût total pour toute la durée du contrat ne devra pas excéder la somme de 25 000 \$, taxes incluses;
- autorise le directeur général et greffier-trésorier à signer, pour et au nom de la MRC, tout document nécessaire à ce contrat, s'il y a lieu;
- recommande au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) de désigner M^e Pierre Goulet, avocat, et en son absence, M^e Serge Mercier, pour le représenter devant la cour municipale commune de Sorel-Tracy pour tout constat d'infraction délivré au nom du DPCP en vertu du Code de la sécurité routière ou de la Loi sur les véhicules hors route.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-57

OCTROI DU CONTRAT DE RÉAMÉNAGEMENT DES BUREAUX DE LA MRC

CONSIDÉRANT la résolution 2024-11-336 autorisant la publication d'un appel d'offres en vue de la réalisation du projet de réaménagement des bureaux de la MRC;

CONSIDÉRANT que dans cette même résolution la MRC avait pris acte de l'estimation relative à ce projet;

CONSIDÉRANT que l'ouverture des soumissions a eu lieu le 6 février 2025, à 11 h;

CONSIDÉRANT que quatre entreprises ont déposé une soumission à l'intérieur du délai prescrit dans les documents d'appel d'offres AO-2025-01-01, soit (taxes incluses) :

• 9116-0093 Québec inc. (Michel Dufresne, entrepreneur général)	318 480,75 \$
• Le Groupe Drumco Construction inc.	379 279,53 \$
• Construction Sorel inc.	402 087,12 \$
• FM Construction	464 174,98 \$

CONSIDÉRANT qu'à la suite de l'analyse de ces soumissions, celles-ci se sont avérées conformes;

CONSIDÉRANT la correspondance du 7 février 2025 de l'architecte Daniel Cournoyer contenant le rapport d'analyse des soumissions et recommandant d'accorder le contrat au plus bas soumissionnaire conforme;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Alain Chapdelaine
Appuyé par : M. le Conseiller régional Patrick Péloquin

Que le Conseil de la MRC :

- octroie à l'entreprise 9116-0093 Québec inc. (Michel Dufresne, entrepreneur général) le contrat de réaménagement des bureaux de la MRC au coût total de 318 480,75 \$, taxes incluses, le tout conformément à sa soumission;
- confirme que la présente résolution et les documents d'appel d'offres AO-2025-01-01 tiennent lieu de contrat entre les parties;
- autorise une affectation du surplus accumulé non affecté de 325 000 \$ dans le cadre de ce projet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-58

OCTROI DU CONTRAT RELATIF AU BROYAGE DE BRANCHES, TRANSPORT ET TRAITEMENT DES COPEAUX À L'ÉCOCENTRE RÉGIONAL

Résolution
modifiée par la
résolution
2025-03-94

CONSIDÉRANT la résolution 2024-11-311 autorisant le lancement d'un appel d'offres public en vue de l'octroi d'un contrat pour le broyage des branches d'une durée d'un (1) an, soit du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026, avec une option de renouvellement d'une durée d'un (1) an, soit du 1^{er} avril 2026 au 31 mars 2027;

CONSIDÉRANT qu'une estimation des coûts de ce contrat avait été produite avant la date d'ouverture des soumissions qui a eu lieu le 11 février 2025, à 11 h;

CONSIDÉRANT qu'une seule entreprise a déposé une soumission dans le cadre de l'appel d'offres AO-2025-01-02, soit : Broyage RM inc. au coût annuel de 70 824,60 \$, taxes incluses;

COSIDÉRANT que cette soumission, dont le coût est inférieur à l'estimation, s'est avérée conforme aux documents d'appels d'offres;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence la MRC juge impertinent de se prévaloir de son droit de négocier le prix soumis, comme le prévoit l'article 938 du Code municipal du Québec;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Patrick Péloquin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Richard Potvin

Que le Conseil de la MRC :

- octroie à Broyage RM inc. le contrat relatif au service de broyage des branches, transport et traitement des copeaux à l'écocentre régional au coût de 70 824,60 \$ (taxes incluses) pour une durée d'un (1) an (2025-04-01 au 2026-03-31), le tout conformément à sa soumission;
- reconnaisse que la présente résolution et les documents d'appel d'offres AO-2025-01-02 tiennent lieu de contrat entre les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-59

OCTROI DU CONTRAT DE SERVICE POUR LA PRODUCTION DU BALADO VISAGES DE SAUREL

Les membres prennent connaissance de la note du 6 février 2025 de la coordonnatrice au développement culturel concernant le résultat des propositions reçues dans le cadre de la demande de prix pour la production du balado *Visages de Saurel*.

CONSIDÉRANT la résolution 2024-11-339 autorisant la procédure de demande de prix Que le Conseil de la MRC en vue de l'octroi d'un contrat de services spécialisés en matière de balados;

CONSIDÉRANT que cinq agences spécialisées dans ce domaine ont été invitées à répondre à la demande de prix DP-2025-01-01;

CONSIDÉRANT que deux d'entre elles ont transmis une proposition dans le délai prescrit, soit : Virage Sonore et Phonique;

CONSIDÉRANT que la proposition de l'agence Phonique s'est avérée la plus basse conforme et la plus avantageuse;

CONSIDÉRANT que la coordonnatrice au développement culturel et le comité régional culturel recommandent au Conseil de la MRC d'octroyer le contrat à l'agence Phonique;

Il est proposé par : M^{me} la Conseillère régionale Diane De Tonnancourt
Appuyée par : M. le Conseiller régional Richard Gauthier

Que le Conseil de la MRC :

- octroie le contrat à l'agence Phonique pour la réalisation du projet de balado *Visages de Saurel*, et ce, au montant de sa proposition, soit 34 492,50 \$, taxes incluses;
- confirme que la présente résolution et les documents de la demande de prix DP-2025-01-01 tiennent lieu de contrat entre les parties;
- autorise la mise en œuvre complète du projet de balado *Visage de Saurel*;
- affecte une dépense de 40 000 \$ pour la réalisation de ce projet, et ce, à même l'Entente de développement culturel 2024, laquelle dépense inclut une somme d'environ 5 000 \$ pour les imprévus et la promotion du projet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-60

MODIFICATION DE LA RÉOLUTION 2024-09-255 RELATIVE AU CONTRAT D'ACQUISITION ET D'INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE COMMUNICATION

CONSIDÉRANT la résolution 2024-09-255 octroyant à la firme Orizon Mobile inc. le contrat d'acquisition et d'installation d'un système de communication numérique à diffusion simultanée, multi sites, dans la bande UHF 406 à 430 MHz avec l'option de la passerelle radio (AO-2024-06-02) au montant de 127 583,29 \$ taxes incluses;

CONSIDÉRANT que des frais supplémentaires de 1 500 \$, plus taxes, sont requis pour la location d'une grue, et ce, afin d'installer, de façon sécuritaire, l'antenne dans la tour de Saint-David;

CONSIDÉRANT le consensus dégagé à la réunion du comité général de travail du 11 décembre 2024 concernant l'ajout de ces frais au contrat de la firme Orizon Mobile inc.;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu en ce sens de modifier la résolution 2024-09-255;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Richard Potvin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Denis Benoît

Que le Conseil de la MRC modifie la résolution 2024-09-255 par l'ajout d'une somme de 1 724,63 \$, taxes incluses, au montant du contrat d'acquisition et d'installation d'un système de communication numérique à diffusion simultanée, multi sites, dans la bande UHF 406 à 430 MHz avec l'option de la passerelle radio (AO-2024-06-02) pour un montant total de 129 307,92 \$, taxes incluses.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-61

MODIFICATION DE LA RÉSOLUTION 2024-11-307 RELATIVE AU CONTRAT DE LA FIRME PLEINETERRE CONCERNANT LE COURS D'EAU PDS024 (DOSSIER C2510)

CONSIDÉRANT que la MRC, par sa résolution 2024-11-307, ratifiait le contrat de services professionnels octroyé au Groupe PleineTerre inc. pour l'arpentage et l'analyse de l'écoulement du cours d'eau PDS024 (dossier C2510) au montant forfaitaire de 12 000 \$ plus taxes;

CONSIDÉRANT que ce contrat de gré à gré a été octroyé afin de résoudre une problématique de débordement du cours d'eau et que le tout devait s'effectuer en deux mandats afin de permettre l'exécution des travaux en fonction de la solution retenue par la MRC;

CONSIDÉRANT qu'il s'avère nécessaire de modifier ce contrat afin de l'adapter à la réalité en fonction du partage des responsabilités de la MRC et de la Ville de Sorel-Tracy dans ce dossier;

CONSIDÉRANT l'offre de service du 15 janvier 2025 du Groupe PleineTerre inc. soumis à la MRC, laquelle remplace l'offre de service initiale du 18 octobre 2024;

CONSIDÉRANT la note de service du coordonnateur à la gestion des cours d'eau du 17 janvier 2025 recommandant d'autoriser la modification du contrat octroyé par la résolution 2024-11-307

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Michel Péloquin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Patrick Péloquin

Que le Conseil de la MRC modifie la résolution 2024-11-307 relative au contrat de services professionnels du Groupe PleineTerre inc. lié au cours d'eau PDS024, le tout conformément à son offre de service révisée du 15 janvier 2025, et ce, pour un montant de 25 811,89 \$, taxes incluses, au lieu de 12 000 \$ plus taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-62

AUTORISATION CONCERNANT UNE DÉPENSE LIÉE À DES SERVICES D'INGÉNIERIE (AVIZO EXPERTS-CONSEILS) EN VUE DE TRAVAUX DANS LA 3E RIVIÈRE POT AU BEURRE, BRANCHE 17 (EN RÉFÉRENCE À UN APPUI DE LA MRC À L'UPA)

Les membres prennent connaissance de la note de service du coordonnateur à la gestion des cours d'eau du 17 janvier 2025 concernant une demande de budget pour des travaux dans un cours d'eau.

CONSIDÉRANT la lettre du 6 juin 2023 de la MRC appuyant la demande de financement de l'UPA dans le cadre du Programme Interactions communautaires (PIC) en vue de la réalisation de travaux dans la branche 17 de la Troisième rivière Pot au Beurre, notamment en vue de ralentir le débit de l'eau et de contrôler l'érosion;

CONSIDÉRANT que ce projet concerne l'aménagement d'un chenal à deux niveaux dans une section de ce cours d'eau située sur le territoire de la municipalité de Saint-Robert;

CONSIDÉRANT les démarches de l'UPA en vue de l'obtention des subventions nécessaires à la réalisation du projet, notamment pour couvrir les frais relatifs aux études et à l'élaboration des plans et devis ainsi que ceux liés au réensemencement après l'exécution des travaux;

CONSIDÉRANT le contrat de services professionnels d'ingénierie octroyé à la firme Avizo experts-conseils par l'UPA dans ce dossier;

CONSIDÉRANT que la MRC, dans sa lettre d'appui de 2023, s'engageait à couvrir les frais liés aux travaux mécanisés et à les répartir au bassin versant;

CONSIDÉRANT que les étapes suivantes du projet sont complétées :

- Élaboration des plans et devis par la firme Avizo experts-conseils;
- Signature des ententes avec les propriétaires riverains concernant l'acceptation du projet;

CONSIDÉRANT que le dépôt d'une demande d'autorisation générale au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les Changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) est nécessaire pour la poursuite du projet et que la préparation des documents requis sera assurée par la firme Avizo experts-conseils;

CONSIDÉRANT que la MRC a convenu d'assumer les frais liés à la préparation des documents nécessaires à cette demande au MELCCFP et de les répartir au bassin versant;

CONSIDÉRANT l'offre de services professionnels du 11 décembre 2024 de la firme Avizo experts-conseils, laquelle comprend la nature, l'étendue et les coûts liés à ce mandat;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Michel Péloquin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Richard Potvin

Que le Conseil de la MRC :

- accepte l'offre de services professionnels du 11 décembre de la firme Avizo experts-conseils concernant la préparation de la demande d'autorisation générale à déposer au MELCCFP concernant les travaux d'aménagement dans la branche 17 de la Troisième rivière Pot au Beurre;
- autorise le paiement des honoraires professionnels s'y rattachant, soit 6 800 \$ plus taxes, et ce, en fonction des modalités prévues dans l'offre de service;
- autorise le directeur général et greffier-trésorier à signer tout document nécessaire dans ce dossier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-63

**PLANIFICATION DES TRAVAUX DANS LA BAIE LAVALLIÈRE :
AUTORISATION CONCERNANT LE RETRAIT D'ARBRES TOMBÉS DANS LA
DÉCHARGE DES CINQ, LA DÉCHARGE DES DIX ET LA RIVIÈRE POT AU
BEURRE**

CONSIDÉRANT la résolution 2025-01-20 approuvant l'entente de principe intervenue dans le dossier de la baie Lavallière et mandatant les avocats de la MRC de poursuivre les pourparlers en vue d'en venir à la conclusion d'un protocole d'interventions concernant la situation des cours d'eau dans la baie Lavallière;

CONSIDÉRANT qu'une des étapes de la planification des travaux nécessaires dans la baie Lavallière concerne le retrait des arbres tombés dans les cours d'eau du secteur, en l'occurrence la décharge des Cinq, la décharge des Dix et la rivière Pot au Beurre;

CONSIDÉRANT que la MRC a transmis des avis aux propriétaires concernés le 7 février 2025 leur demandant de procéder à l'enlèvement des arbres sur leur lot avant le 23 février 2025;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de cet avis, la MRC fera le nécessaire pour que les arbres qui n'auront pas été retirés par les propriétaires au terme de ce délai le soient, et ce, à leurs frais, le tout conformément à la réglementation de la MRC en vigueur;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Richard Potvin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Denis Benoît

Que le conseil autorise, conformément à la planification des travaux prévus dans la baie Lavallière, l'enlèvement des arbres tombés dans le secteur de la baie Lavallière, et ce, conformément au règlement numéro 260-17 régissant les matières relatives à l'écoulement des eaux des cours d'eau de la MRC de Pierre-De Saurel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-64

AUTORISATION DE DÉPOSER UNE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE DANS LE CADRE DU FONDS POUR LE TRANSPORT ACTIF DU GOUVERNEMENT DU CANADA, VOLET PROJETS D'IMMOBILISATIONS, EN VUE DE LA CONSOLIDATION DU RÉSEAU CYCLABLE

Les membres prennent connaissance de la note du 7 février 2025 de la conseillère stratégique - Aménagement du territoire concernant le dépôt d'une demande d'aide financière pour la consolidation du réseau cyclable dans le cadre du Fonds pour le transport actif du gouvernement du Canada, volet projets d'immobilisations.

CONSIDÉRANT que le Fonds pour le transport actif (FTA) est un programme fédéral qui vise à appuyer des projets de transport actif pour augmenter la quantité, l'usage et la qualité des infrastructures;

CONSIDÉRANT qu'une enveloppe annuelle de 3 milliards \$ est disponible à compter de 2026-2027;

CONSIDÉRANT que ce fonds cible notamment l'amélioration des infrastructures existantes et la construction de nouveaux tronçons;

CONSIDÉRANT que la date limite pour le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du volet projets d'immobilisations de ce fonds est le 26 février 2025;

CONSIDÉRANT que la MRC souhaite déposer une demande de financement pour les projets suivants :

1. Amélioration des infrastructures existantes :
 - Nettoyage des fossés (Saint-Robert et Sorel-Tracy);
 - Marquage au sol (ligne centrale jaune de 9 km);
 - Signalisation;
 - Installation de poubelles doubles en plastique recyclé;
2. Nouveaux tronçons :
 - Prolongement à partir de la branche 13 jusqu'à la route 132 (240 m);
 - Jonction au rang Saint-Louis (280 m);

CONSIDÉRANT que ces projets répondent aux critères d'admissibilité du FTA et permettront d'améliorer la sécurité et la fonctionnalité du réseau cyclable;

CONSIDÉRANT que le taux de financement fédéral peut atteindre 60 % des coûts admissibles, le 40 % restant étant assumé par la MRC;

CONSIDÉRANT l'estimation des coûts de ces projets contenue dans la note du 7 février 2025 de la conseillère stratégique – Aménagement du territoire;

Il est proposé par : M^{me} la Conseillère régionale Diane De Tonnancourt
Appuyée par : M. le Conseiller régional Patrick Péloquin

Que le Conseil de la MRC :

- autorise le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Fonds pour le transport actif du gouvernement du Canada, volet projets d'immobilisations, en vue de la consolidation du réseau cyclable régional;
- s'engage à assumer 40 % du coût total de ces projets, conformément aux modalités du programme;
- consente à ce que cet engagement financier soit prélevé du surplus accumulé non affecté jusqu'à concurrence d'un montant de 107 000 \$, le tout sous réserve de l'octroi de la subvention;
- autorise le directeur général et greffier-trésorier à signer, pour et au nom de la MRC, tout document en lien avec ce dossier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

DÉPÔT DU RAPPORT DE L'INSPECTEUR CONCERNANT LES DEMANDES TRAITÉES DANS LE CADRE DES PROGRAMMES D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE LA SHQ 2024-2025

Les membres prennent connaissance du rapport de l'inspecteur régional concernant les demandes de subvention acceptées ou annulées dans le cadre des programmes d'amélioration de l'habitat de la Société d'habitation du Québec (SHQ) - programmation 2024-2025.

NOTE : Une copie de ce rapport a été déposée à chacun des membres.

2025-02-65

ADOPTION DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 2024-2030

CONSIDÉRANT la résolution 2024-02-54 de la MRC autorisant l'enclenchement du processus de révision de sa planification stratégique;

CONSIDÉRANT la résolution 2024-03-83 octroyant un contrat de gré à gré à la firme Humance pour accompagner la MRC dans le cadre de cette révision et mandatant le comité régional de développement (CRD) pour coordonner ce dossier;

CONSIDÉRANT que les membres du conseil, les membres du personnel et les partenaires de la MRC ont contribué à l'élaboration de cette planification stratégique, laquelle établit la vision, la mission, les aspirations et les valeurs de la MRC pour les cinq prochaines années, soit :

Mission	Assumer un leadership régional dans le développement socioéconomique et l'aménagement durable du territoire
Vision	Unis par l'eau et inspirés par la terre : propulser l'innovation régionale pour un développement équilibré et dynamique de nos territoires
Aspirations :	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître notre vitalité économique; • Adapter nos territoires aux changements climatiques • Bâtir un « vivre ensemble » inclusif; • Nourrir une culture organisationnelle efficiente
Valeurs	Audace Cohérence Engagement

CONSIDÉRANT que 12 projets porteurs ont été ciblés en fonction des aspirations sur lesquelles la MRC concentrera ses efforts;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Patrick Péloquin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Alain Chapdelaine

Que le Conseil de la MRC adopte sa planification stratégique 2024-2030.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-66

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE À LA FIRME 1IMPACT POUR ACCOMPAGNER LA MRC DANS LE CADRE DE LA NÉGOCIATION DE LA PROCHAINE CONVENTION COLLECTIVE

CONSIDÉRANT que la firme 1impact accompagne la MRC dans le processus d'équité salarial et d'équité externe qui sera complété bientôt;

CONSIDÉRANT que cette firme accompagne également la MRC pour le volet de la négociation de la prochaine convention collective;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, dans le cadre de ce mandat, d'attribuer un budget supplémentaire à la firme 1impact;

CONSIDÉRANT que ce budget supplémentaire correspond à un montant maximum de 10 000 \$ plus taxes;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Richard Gauthier
Appuyé par : M. le Conseiller régional Denis Benoît

Que le Conseil de la MRC accorde un budget supplémentaire à la firme 1impact en lien avec son mandat d'accompagnement dans le cadre de la négociation de la prochaine convention collective des employés de la MRC, et ce, pour un montant maximum de 10 000 \$ plus taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-67

RATIFICATION DE L'AJUSTEMENT SALARIAL DE LA TECHNICIENNE EN COMPTABILITÉ POUR AFFECTATION TEMPORAIRE, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 5.2.1 DE LA CONVENTION COLLECTIVE

CONSIDÉRANT le départ de la conseillère en ressources humaines le 22 janvier 2025;

CONSIDÉRANT que ce poste devra faire l'objet du processus d'approbation et de recrutement au cours des prochains mois;

CONSIDÉRANT que la technicienne en comptabilité assume certaines tâches liées au poste de la conseillère depuis le départ de la conseillère en ressources humaines, notamment le traitement de paie et la préparation de documents fiscaux, et ce, en plus de sa charge de travail habituelle;

CONSIDÉRANT que le salaire horaire de la technicienne en comptabilité a été ajusté en conséquence;

CONSIDÉRANT que cet ajustement salarial est assujéti aux conditions de la convention collective en vigueur (article 5.2.1) et de celle à venir ainsi qu'aux politiques en vigueur;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de ratifier cet ajustement salarial qui prendra fin dès l'entrée en fonction d'une ressource affectée aux tâches relatives aux ressources humaines;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Michel Péloquin
 Appuyé par : M. le Conseiller régional Alain Chapdelaine

Que le Conseil de la MRC ratifie l'ajustement salarial de la technicienne en comptabilité, le tout en conformité avec la convention collective et les politiques en vigueur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
 (VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

2025-02-68

RÉPARTITION DES COÛTS RELATIFS AU SERVICE DE CADETS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC 2025

CONSIDÉRANT la résolution 2025-01-30 autorisant la signature de l'entente de partenariat relative à la fourniture des services de cadets de la Sûreté du Québec pour l'été 2025, et ce, en fonction des nouveaux paramètres;

CONSIDÉRANT la répartition des coûts relatifs à ces services convenue par les membres du conseil de la MRC à leur réunion du comité général de travail du 29 janvier 2025 et approuvée par les membres du comité de sécurité publique à leur réunion du 5 février 2025;

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Denis Benoît
 Appuyé par : M. le Conseiller régional Richard Gauthier

Que le Conseil de la MRC approuve le tableau ci-dessous afin de répartir aux municipalités concernées le coût de 12 800 \$ assumé par la MRC pour les services de cadets de la Sûreté du Québec 2025 :

MUNICIPALITÉS	HEURES	MONTANT
Massueville	4	128,00 \$
Saint-Aimé	4	128,00 \$
Saint-Joseph-de-Sorel	145,5	4 656,00 \$
Saint-Ours	30	960,00 \$
Saint-Robert	7	224,00 \$
Sainte-Anne-de-Sorel	16	512,00 \$
Saint-Roch-de-Richelieu	40	1 280,00 \$
Sorel-Tracy	145,5	4 656,00 \$
Yamaska	4	128,00 \$
Saint-David	4	128,00 \$
TOTAL	400	12 800,00 \$

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
 (VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

EXAMEN DE LA CORRESPONDANCE

Les membres procèdent à l'examen de la correspondance.

EXAMEN DES INVITATIONS

Les membres prennent connaissance des invitations reçues depuis la dernière séance de la MRC.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Aucune personne n'étant dans l'assistance, aucune question n'est posée.

2025-02-69

LEVÉE DE LA SÉANCE

Il est proposé par : M. le Conseiller régional Patrick Péloquin
Appuyé par : M. le Conseiller régional Richard Gauthier

Que la séance soit levée à 20 h 46.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

Les résolutions consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une conformément à l'article 142 du Code municipal (L.R.Q., c. C-27.1).

Vincent Deguise
Préfet

François Chalifour,
Directeur général et greffier-trésorier

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ DE CRÉDITS

Je soussigné certifie que la MRC dispose des crédits suffisants au surplus accumulé non affecté du fonds général pour les fins auxquelles les dépenses prévues aux résolutions 2025-02-57 et 2025-02-64 sont engagées.

Délivré à Sorel-Tracy le 12 février 2025.

François Chalifour
Directeur général et greffier-trésorier